

26.07.2005 - 11:00 Uhr

Les familles paysannes luttent pour leur avenir

Brugg (ots) -

Après plus de 2000 km, la marche de protestation des paysannes et paysans norvégiens est arrivée à destination. A Genève, des représentants de l'agriculture de nombreux pays ont remis une déclaration commune au responsable du dossier agricole de l'OMC. Ils y revendiquent le droit de chaque pays à produire des denrées alimentaires pour sa propre population. Dans ce document, ils mettent également en évidence le fait qu'une libéralisation excessive menacerait la survie des exploitations agricoles dans de nombreux pays de la planète.

« Dans un monde où règnent encore la pauvreté et la faim, l'objectif principal doit être de renforcer la production de denrées alimentaires au sein des exploitations agricoles familiales », a souligné le Président de l'Union suisse des paysans Hansjörg Walter lors de la remise de la déclaration commune des paysans de différentes nations, devant le bâtiment de l'OMC. La Suisse a largement ouvert ses frontières aux importations des pays les moins avancés (PMA). « Mais nous refusons d'être inondés d'importations bon marché de pays industrialisés », a ajouté le chef des paysans suisses.

Les produits agricoles ne représentent que 10 pour cent de la totalité du commerce mondial. Malgré cela, l'OMC mène des négociations tambour battant dans ce domaine, alors qu'elles stagnent dans le secteur des biens industriels. De ce fait, la Suisse ne profite par exemple pas de possibilités d'exportations. Dans le domaine agricole en revanche, les portes devraient être grand ouvertes aux gros exportateurs. Des pays disposant de moins de surfaces agraires cultivables devraient exposer leur agriculture au marché libre et par là-même mettre en danger l'existence des exploitations paysannes familiales. Cela ne peut et ne doit pas être ; un point qui a fait l'unanimité parmi les acteurs de l'agriculture présents. Dans leur déclaration commune, les représentants de différentes nations ont exigé de la délégation des négociations de l'OMC qu'elle fixe les règles du jeu de façon que les diverses formes d'agriculture dans le monde puissent perdurer. De plus, il est impératif que des prestations non commerciales telles que l'entretien du paysage ou la revitalisation de régions rurales et limitrophes soient prises en compte. Outre une diminution modérée des droits de douane, les paysans exigent un traitement différencié des produits pour la consommation indigène de ceux destinés à l'exportation.

La déclaration est officiellement soutenue par l'Union des paysans norvégiens et ses membres, par l'Union suisse des paysans et ses 85 organisations membres, par Uniterre et le Centre paysan suisse (Bäuerlichen Zentrum Schweiz) ainsi que par les associations de paysans des nations suivantes : Japon, Kenya et d'autres.

Pour toute information complémentaire, veuillez vous adresser à :
Conseiller national Hansjörg Walter, Président de l'USP,
portable 079 404 33 92
Jacques Bourgeois, Directeur de l'USP, tél. 031 385 36 41,
portable 079 219 32 33
Sandra Helfenstein, Cheffe. adj. du dpt communication de l'USP,
tél. 056 462 51 11,
portable 079 826 89 75

Tous les informations:

<http://www.bauernverband.ch/fr/medien/default.htm>

Diese Meldung kann unter <https://www.presseportal.ch/fr/pm/100006217/100493786> abgerufen werden.